Arrêté octroyant une aide à fonds perdu en faveur des médias neuchâtelois pour lutter contre la crise économique liée au COVID-19

Le Conseil d'État de la République et Canton de Neuchâtel,

vu le budget de l'État pour l'exercice 2020 ;
vu la loi sur les finances de l'État et des communes (LFinEC), du 24 juin 2014 ;
vu le règlement général d'exécution de la loi sur les finances de l'État et des communes (RLFinEC), du 20 août 2014 ;
vu les directives du Département des finances et de la santé en matière d'engagement des dépenses et droit des crédits, du 13 mars 2018 ;
vu la loi sur l'appui au développement économique (LADE), du 29 septembre 2015 ;
vu le règlement d'exécution de la loi sur l'appui au développement économique (RELADE), du 21 décembre 2016 ;
vu la loi sur les subventions (LSub), du 1^{er} février 1999, et son règlement d'application (RLSub), du 5 février 2003 ;
sur la proposition du conseiller d'État, chef du Département de l'économie et de l'action sociale,

arrête :

Article premier Dans le cadre de la crise sanitaire COVID 19, une aide à fonds perdu peut être accordée à ArclInfo, RTN et Canal Alpha. Cas échéant, cette aide couvre jusqu'à 40% des pertes sur les recettes publicitaires du premier semestre 2020, déduction faite des aides extraordinaires reçues de la Confédération et des indemnités obtenues au titre de la RHT. Les modalités de calcul sont précisées par le Département de l'économie et de l'action sociale.

Art. 2 Une convention est établie avec chaque partenaire. Celle-ci fixe les conditions d'octroi de l'aide à fonds perdu.

Art. 3 L'aide à fonds perdu est octroyée selon les articles 1 al. 2 et 8 al. 2 LADE et 6 al. 1 RELADE.

Art. 4 Le Département de l'économie et de l'action sociale est autorisé à signer les conventions mentionnées à l'article 2.

Art. 5 Le Département de l'économie et de l'action sociale et le Département des finances et de la santé sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Art. 6 ¹Le présent arrêté entre en vigueur avec effet immédiat.

²Il sera publié dans la Feuille officielle.

Neuchâtel, le 6 juillet 2020

Au nom du Conseil d'État :

La présidente,
M. MAIRE-HEFTI

La chancelière,
S. DESPLAND